



Manuel Conthe

manuel.conthe@mconthe.com

Serrano 46, 4°
28001 Madrid (Espagne)

Né le 23 avril 1954 à Madrid

Nationalité: espagnole

Portable. + 34 697 801 570

Fixe. +34 91 435 92 39

Manuel Conthe est un avocat et économiste réputé pour sa grande expérience dans les secteurs de la finance, l'énergie, le monde des affaires, du droit et de l'économie. Au cours de sa longue carrière nationale et internationale il s'est construit une réputation d'indépendance, d'intégrité, de capacité analytique et de clareté d'exposition.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

ACTUELLEMENT:

- Arbitre international. Il agit en tant qu'arbitre, jamais en tant qu'avocat, depuis son propre cabinet.
- Président du Tribunal d'Arbitrage Espagnol depuis le 1er janvier 2018
- Chroniqueur et président du Comité Consultatif d'Expansión, le leader des quotidiens financiers espagnols (depuis 2007)
- Administrateur non-exécutif indépendant d'Acerinox, le fabricant international d'acier inoxydable coté en bourse (depuis juin 2011)

Sept. 2009 – Mars 2015 Of-Counsel chez Bird&Bird

- Début de son travail d'arbitre fin 2009 en tant qu'Of-Counsel chez Bird&Bird LLP Madrid, un poste qu'il abandonnera en mars 2015 pour éviter les conflits d'intérêts liés à ses arbitrages.

Oct. 2004 – Mai 2007 Président de l'Autorité Espagnole des Marchés Financiers (CNMV)

- Préside le Groupe de Travail qui élabore le Code de Gouvernement d'Entreprise Espagnol en 2006.
- Supervision de l'introduction en 2005 de la norme comptable IAS-IFRS par les entreprises espagnoles cotées en bourse.
- Préside les Groupes de Travaux de l'IOSCO sur "l'indépendance des Conseils d'Administration" et la "Protection des actionnaires minoritaires".
- Membre du Comité de Haut Niveau du Marché Electrique Ibérique.
- En mai 2007, démission due au désaccord au sujet d'une décision à la majorité prise par le Conseil d'Administration de la CNMV relative à l'Offre Publique d'Achat de l'entreprise publique d'électricité Endesa.

Oct. 2002 – Oct. 2004 Associé, Analistas Financieros Internacionales (AFI)

- Direction de projets de conseil en Amérique Latine et en Europe de l'Est pour la Banque Mondiale, l'IFC et la BID sur le financement de projets d'infrastructures transnationales, de risques liés à la réglementation sur des projets d'IDE, de réglementation financière et de financement de logements.
- Travail pour les Gouvernements Régionaux Espagnols sur les techniques de collaboration Publiques-Privées (PPP) dans le secteur de la santé.

Avril 1999 – Septembre 2002 Vice-Président de la Banque Mondiale (World Bank)

- Co-présidence du Réseau Infrastructure, Secteur Financier-Privé (FPSI) de la Banque Mondiale.

- Représentant de la Banque Mondiale dans le “Forum de Stabilité Financière” et membre de son groupe de travail sur les mouvements de capitaux.
- En étroite collaboration avec le FMI, déploiement du “Programme d’Évaluation du Secteur Financier” (FSAP).
- Promotion d’un Programme Spécial d’Assistance Technique sur le développement des marchés obligataires internationaux.
- Représentation de la Banque Mondiale pendant la Conférence sur la Banque et la Finance Islamiques de la AAOIFI-World Bank, 2000.
- En qualité de Conseiller Spécial du Directeur Financier de la Banque Mondiale (Juillet 2001-Septembre 2002), collaboration au « Mécanisme de Restructuration de la Dette Souveraine » du FMI et travail sur la stratégie du Groupe Banque Mondiale de promotion des investissements étrangers directs dans les pays émergents.

Juillet 1996 – Mars 1999 ***Conseiller Economique et Commercial en Chef, Représentation Permanente Espagnole auprès de l’UE***

- Représentant Adjoint de l’Espagne au Comité de Politique Commerciale de l’UE (“Comité 113”) à Bruxelles et, en tant que tel, implication (indirecte) dans:
 - Négociation à l’OMC des Accords ATI pour supprimer les droits de douane sur les produits des Technologies de l’Information
 - Panels de résolution de litiges de l’OMC affectant l’UE (exemple: panel de la banane)
 - Accords Commerciaux Préférentiels de l’UE.
 - Préparation du “Cycle du Millénaire” (le précurseur du “Cycle Doha”)
 - Litiges commerciaux bilatéraux UE-USA et négociations (exemple : Loi Helms Burton)
 - Négociations de l’OCDE sur l’« Accord Multilatéral sur l’Investissement » avorté (AMI).
- Participation, en tant que membre de la délégation espagnole, à la première Conférence Ministérielle de l’OMC qui s’est déroulée à Singapour en décembre 1996.

Nov. 1995 – Mai 1996 ***Secrétaire d’Etat au Ministère de l’Economie (“Secretario de Estado de Economía”)***

- Lors du Conseil Européen de Madrid en décembre 1995, préparation des Conclusions sur le “scénario pour l’introduction de l’euro”.
- Approbation de la titrisation par les entreprises espagnoles distributrices d’électricité du « moratoire nucléaire ».
- Conseiller indépendant de la SEPI, la société de portefeuille publique industrielle espagnole.

Oct. 1988 – Nov. 1995 ***Directeur Général du Trésor et de la Politique Financière***

- En qualité de Directeur Financier du Royaume d’Espagne, responsable de ses emprunts souverains, des programmes de produits dérivés et de gestion de la trésorerie, et rôle principal dans la modernisation du marché espagnol de la dette publique.

En étroite collaboration avec la banque d’Espagne, développement:

- Du groupe de spécialistes de marché du Trésor (« market makers »);
- De la réglementation des premiers marchés de futures et d’options sur les obligations d’Etat en pesetas;
- Du nouveau système de comptes personnels de valeurs du Trésor à la Banque d’Espagne (“cuentas directas”);
- D’un nouveau type de fond mutuel investissant principalement dans les valeurs du Trésor (“Fondtesoros”)

- Rédaction de toutes les réglementations et lois sur les marchés bancaires et financiers, dont la Loi sur l’Autonomie (la palabra se corta así : Auto-nomie) de la Banque d’Espagne, la Loi sur la Titrisation des Actifs Financiers et la réglementation sur les marchés nationaux de futures et d’options.

- En tant que membre du Comité Monétaire de l'UE, négociation de l'entrée de la peseta dans le Système Monétaire Européen (juin 1989) et de ses quatre dévaluations ultérieures.
- Direction de la délégation espagnole à la Conférence de 1990 qui créa la BERD.
- Direction de la délégation espagnole à la Conférence Intergouvernementale sur l'Union Economique et Monétaire de 1991 durant laquelle on négocia le Traité de Maastricht de 1992.
- Membre du Conseil de la Banque d'Espagne et de l'Autorité Espagnole des Marchés Financiers (CNMV).
- Membre du Conseil de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

*Dec. 1986 – Oct. 1988 **Directeur Général des Transactions & Investissements Etrangers***

- En qualité de Directeur Général des Transactions Extérieures, présidence du comité de vérification et d'approbation de tous les principaux projets d'IDE impliquant une participation étrangère majoritaire.
- Direction de la délégation espagnole à la conférence de Washington de 1998 qui a conduit à la création de l'agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI).
- Directeur non-exécutif de Banco Exterior et de Repsol Exploración.

*Dec. 1984 – Dec. 1986 **Sous-Directeur Général du Financement Extérieur***

- En tant que directeur financier adjoint du Royaume d'Espagne, direction des emprunts étrangers espagnols et de leurs relations avec les marchés de capitaux internationaux et les agences de rating.
- Négociation et direction des swaps de devises et de taux d'intérêts du Royaume.
- Contrôle et supervision des opérations d'endettement en devises par les entités publiques espagnoles et des sociétés d'autoroutes bénéficiant d'une garantie contre le risque de change.
- Promotion et supervision du marché étranger des obligations en peseta ("mercado matador").

1979 – 1984

- 1981-1984 Assistant Technique du Directeur Exécutif de la Banque Inter-Américaine de Développement (BID). En plus de la révision de tous les projets de prêts et d'investissements financés par la BID et soumis au Conseil d'Administration pour approbation, grande implication dans la négociation de la cinquième reconstitution du capital de la BID et la création établissement (la palabra se corta así : établis- sement) de la Corporation Inter-Américaine d'Investissement.
- 1979-1981 Fonctionnaire junior au Ministère du Commerce d'Espagne, en charge de la promotion commerciale des exportations et des vérifications des projets d'IDE en Espagne.
- En décembre 1978, incorporation dans le « Corps Spécial des Economistes du Gouvernement » ("Técnicos Comerciales y Economistas del Estado") du Ministère du Commerce.

EXPERIENCE EN TANT QU'ARBITRE

2016

- Arbitre unique nommé par le tribunal dans un litige de la CCI concernant la vente d'une holding (**en cours**). Montant du litige: 14 million €.

2015

- Arbitre unique dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Barcelone (TAB) au sujet d'un « collar » de taux d'intérêts (résolu en 2016). Montant: 6,9 millions €.
- Président d'un tribunal arbitral dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid au sujet d'un swap de taux d'intérêts (sentence rendue en janvier 2016). Montant de la réclamation: 531.000 €
- Président dans un litige de la CCI concernant un projet d'ingénierie au Portugal (résolu en 2017). Montant du litige: 4, 5 millions \$.
- Arbitre nommé par le défendeur dans un litige de la CCI au sujet d'un différend en matière de M&A (résolu en 2016). Montant du litige: 72 millions €.

- Arbitre de partie nommé par le tribunal dans un litige de la CCI à propos d'un projet d'ingénierie en Espagne (résolu en 2017). Montant du litige: 20 millions €
- Arbitre unique nommé par le tribunal dans un litige de la CCI concernant un projet d'ingénierie en Afrique du Sud (sentence rendue en janvier 2016). Montant du litige: 8,5 millions \$.

2014

- Arbitre nommé par le demandeur dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid au sujet d'un swap de taux d'intérêts (sentence rendue en juin 2015). Montant de la réclamation: 521.000 €.
- Président d'un tribunal arbitral dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid au sujet d'un swap de taux d'intérêts (sentence rendue le 30 juillet 2014). Montant de la réclamation: 232.000 €.
- Arbitre nommé par le demandeur dans un litige d'UNCITRAL entre la République d'Equateur et une entreprise énergétique brésilienne (**cours**) Montant de la réclamation: 828 million \$.
- Arbitre nommé par le demandeur dans un litige de la CCI entre deux banques au sujet de l'estimation d'une option put dans un joint venture. (sentence rendue en août 2015). Montant de la réclamation: 180 millions €.
- Arbitre nommé par le demandeur dans un litige géré par le Tribunal Arbitral Civil et Commercial (CIMA) au sujet d'un contrat de distribution en Amérique Latine entre deux entreprises de télécommunications (les parties sont arrivées à un accord en janvier 2015). Montant de la réclamation: 5, 2 millions €.

2013

- Président d'un tribunal arbitral dans un litige géré par le Tribunal Arbitral Civil et Commercial (CIMA) au sujet de la résiliation d'un accord de distribution d'assurance entre une compagnie d'assurance internationale et une banque espagnole (les parties sont arrivées à un accord en mars 2014). Montant de la réclamation: 47 millions €.
- Arbitre nommé par le défendeur dans un arbitrage international géré par la Commission Interaméricaine d'Arbitrage Commercial (CIAC) pour un litige au Pérou sur un contrat de production de gaz (**en cours**). Montant de la réclamation: à déterminer.
- Arbitre nommé par le demandeur dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid au sujet d'une série de swaps de taux d'intérêts (sentence rendue en mai 2014). Montant de la réclamation: 3,3 millions €.
- Président nommé par le tribunal dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid concernant un swap de taux d'intérêts structuré (sentence rendue en janvier 2014). Montant de la réclamation: 142.000€.

2012

- Président d'un Tribunal Arbitral dans un litige géré par le tribunal Arbitral d'Espagne concernant un swap de taux d'intérêts structuré (sentence rendue en mars 2013). Montant de la réclamation: 2,1 millions €.
- Arbitre unique lors d'un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid au sujet d'un pacte d'actionnaires et de droits de sortie « tag-along » (sentence rendue en février 2013). Montant de la réclamation: 7,8 millions €.
- Arbitre nommé par le défendeur lors d'un litige géré par le Tribunal Arbitral d'Espagne au sujet d'une violation des statuts d'une entreprise dans une joint venture (sentence rendue en avril 2013). Montant de la réclamation: 350.000 €
- Arbitre unique lors d'un litige géré par le Tribunal d'Arbitrage Civil et Commercial (CIMA) au sujet de la supervision d'un projet de construction (sentence rendue en septembre 2012). Montant de la réclamation: 732.000 €.

2011

- Arbitre nommé par le demandeur dans l'arbitrage d'investissement ad-hoc de l'UNCITRAL Guaracachi America & Rurelec v. Plurinational State of Bolivia, au sujet de l'expropriation d'une entreprise distributrice d'électricité (sentence rendue le 30 janvier 2014). Montant de la réclamation: 142 millions \$.
- Arbitre unique dans un litige géré par le Tribunal Arbitral de Madrid au sujet d'un différend concernant un earn-out de fusion & acquisition (sentence rendue en avril 2012). Montant de la réclamation: 4,2 millions €.
- Arbitre nommé par le défendeur dans un litige géré par le Tribunal d'Arbitrage d'Espagne concernant un contrat de location d'une station essence (sentence rendue en novembre 2011). Montant de la réclamation: 113.000 €.

2010

- Président d'un tribunal d'arbitrage dans un litige géré par le Tribunal d'Arbitrage d'Espagne au sujet d'un swap de taux d'intérêts (sentence rendue en avril 2011). Montant de la réclamation: 3 millions €.
- Président d'un tribunal arbitral pour un litige géré par le Tribunal d'Arbitrage de Madrid à propos d'une option put (les parties sont arrivées à un accord en novembre 2010, la veille de la sentence). Montant de la réclamation: 756.000 €.
- Arbitre unique dans un litige géré par le Tribunal d'Arbitrage d'Espagne au sujet d'une réclamation concernant une assurance crédit (sentence rendue en mai 2010). Montant de la réclamation: 25.000 €.

DOMAINES DE COMPETENCES

- Marchés financiers (swaps d'actions, de taux d'intérêts et produits dérivés, titrisation, réglementations bancaires, assurance de crédit, normes IFRS, rapports comptables et financiers; protection de l'investisseur et réclamations pour ventes abusives, abus de marché)
- Réglementation des marchés de l'électricité et de l'énergie et estimation d'entreprises des secteurs de l'électricité et de l'énergie
- Transactions d'entreprises et gouvernance (estimation d'entreprises et de joint ventures, pactes d'actionnaires, litiges de fusions & acquisitions et de rachats d'entreprises; problèmes de gouvernance d'entreprises, obligations fiduciaires des administrateurs, opérations entre apparentés)
- Investissements étrangers directs, incluant les risques liés à la réglementation, le financement et la réglementation
- Partenariats Public-Privé
- Législations monétaire et sur les devises étrangères & clauses contractuelles monétaires
- Droit du commerce international et Accords de l'OMC (GATT, AGCS, MIC...)

FORMATION

- 1971-1976 Maîtrise de Droit de l'Universidad Autónoma de Madrid (UAM). Mémoire de fin d'études: Les Droits de Tirages Spéciaux.
- 1976-1977 Bourse de recherche en Droit International Privé à l'Universidad Autónoma de Madrid (UAM) sur l'exception d'ordre public.
- 1971-1974 Etudes d'Economie (Analyse macroéconomique) à l'Universidad Complutense de Madrid (UCM).
- 2001 Executive Education Program, Harvard Business School.

LANGUES

- **Espagnol:** langue maternelle
- **Anglais:** maîtrise parfaite
- **Français:** courant
- **Allemand:** très bonne compréhension écrite
- **Portugais:** très bonne compréhension écrite

PUBLICATIONS

Récents articles en anglais traitant de questions juridiques:

- "The quantification of damages in wrongful expropriations" (à paraître)
- "Conflicts of interest of non-Martian arbitrators" (World Mediation and Arbitration Review, 2014).
- "The Case for Remission techniques in Arbitration" (Latin American Journal of International Trade Law, 2013).
- "Inside Arbitrators' Minds", publié sur le site internet de la Global Arbitration Review le 20 janvier 2011.
- "Cognitive Biases in Legal Decision-Making", présentation aux séminaires de Résolution des Litiges tenus durant les Réunions Annuelles de l'IBA à Vancouver en 2010 et à Dubai en 2011.
- "The Financial Crisis and Toxic Retail Derivatives: Fraud by Hindsight or Mis-selling?" in "1950-2010 Memorial Book of Arbitration for the Warsaw National Chamber of Commerce" (titre original en polonais), pp. 735-738.

- “Majority Decisions in Complex Arbitration Cases: the Role of Issue-by-Issue Voting”, Spain Arbitration Review 8/2010, pp. 5-17.

Livres

Manuel Conthe a écrit trois livres, portant surtout sur l'économie, le droit et les paradoxes et dilemmes sociaux, avec une attention spéciale sur la « behavioural law & economics »:

- “Pensar con Arte” (“Penser avec Art”), Editorial Biblioteca Nueva, Décembre 2014.
- “La Paradoja del Bronce” (“Le Paradoxe de la Médaille de Bronze”), Editorial Crítica, Barcelone, 2007.
- “El Mundo al Revés” (“Le Monde à l’Envers”), Editorial Planeta, Barcelone, 1999.

Autres

- En qualité de Président du Comité Consultatif d’Expansión, il est au courant de tous les débats sur la politique économique, aussi bien internationaux que nationaux.
- Ses rubriques dans Expansión (<http://www.expansion.com/blogs/conthe/>) analysent les événements financiers, économiques, juridiques et politiques actuels à travers l’optique de la théorie des jeux, de la finance comportementale « behavioral law & economics » et du choix du grand public.
- Conférencier et intervenant habituel, en espagnol et en anglais, sur les réglementations financière et bancaire, l’Union Economique et Monétaire, la gouvernance d’entreprise, les marchés de l’électricité et de l’énergie, la finance comportementale « law & economics » et l’arbitrage.
- Membre du Conseil d’Administration de la Fondation pour le Bon Usage de l’Espagnol (“Fundación del Español Urgente”, Fundéu).
- Membre du Conseil d’Administration d’Indexa Capital, un courtier en valeurs mobilières espagnol offrant des services de gestion passive de patrimoine par internet.